

equitas

éduquer. habiliter. changer.

An illustration of three people from the chest up, viewed from the side. A woman with dark skin and short black hair, wearing a yellow long-sleeved shirt and a green vest, is holding a blue banner with her right arm. In front of her, a man with dark skin and short black hair is wearing an orange turtleneck. To the right, a woman with dark skin is wearing a red hijab and a blue top. The background is a light yellow circle on a light blue background.

**Transformer les
dynamiques de pouvoir
pour la justice et l'égalité**

**2022
2023**

**RAPPORT
ANNUEL**



éduquer. habiliter. changer.

SIÈGE SOCIAL

666, rue Sherbrooke O., Bureau 1100
Montréal, Québec, Canada H3A 1E7
Tél. : 514 954-0382
info@equitas.org

BUREAU RÉGIONAL

312 Main Street, Bureau 213
Vancouver, Colombie-Britannique,
Canada V6A 2T2
Tél. : 604 876-4881
bcoffice@equitas.org

Equitas reconnaît que ses bureaux sont situés sur les territoires autochtones non cédés des Premières nations Kanien'kehá:ka (Mohawk), xwməθkwəyəm (Musqueam), Skwx wú7mesh (Squamish) et səliłwətaʔt (Tsleil Waututh).

Nous exprimons notre gratitude envers les gardien-ne-s des terres et des eaux sur lesquelles nous nous trouvons et, ce faisant, nous nous rappelons l'histoire de l'oppression qui est souvent oubliée ou négligée.

Pour lire la suite consultez equitas.org/fr/reconnaissance-territoriale/
Savez-vous où vous êtes ?
Consultez native-land.ca

APPUYEZ LE CHANGEMENT SOCIAL EN
DONNANT À EQUITAS DÈS AUJOURD'HUI!

Visitez notre site Web au
equitas.org

SUIVEZ-NOUS SUR

 /equitas

 @EquitasIntl

 @equitas_human_rights

 /Equitas-Centre international
d'éducation aux droits humains

NOTRE MISSION

Equitas est l'organisation la plus active et la plus reconnue en matière des droits humains au Canada. Par nos programmes d'éducation transformateurs, nous contribuons à l'avancement de l'égalité, de la justice sociale et du respect de la dignité humaine. Nous renforçons le pouvoir des gens pour lutter contre les inégalités et la discrimination, et pour agir afin de bâtir des communautés plus inclusives et plus respectueuses des droits.

Pour en savoir plus, consultez : equitas.org.

EQUITAS EN CHIFFRES

1967 : fondation d'Equitas

60 membres du personnel

17 membres du conseil d'administration

8.2M \$ de budget de fonctionnement annuel

25 communautés autochtones avec lesquelles nous avons collaboré à travers le Canada

72 communautés ont participé à nos programmes à travers le Canada

40 éditions du Programme international de formation aux droits humains livrées

2 éditions du nouveau programme de formation en ligne
Connectons pour les droits livrées

145 pays où les défenseuses.seurs des droits humains ont participé à nos programmes

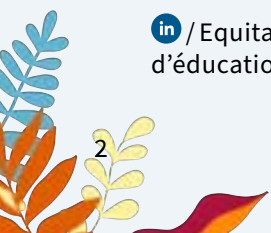
8 000 défenseuses.seurs des droits humains ont participé à nos formations

34 785 abonné.e.s sur les médias sociaux

310 840 enfants et jeunes ont participé à nos programmes au Québec

1 440 830 enfants et jeunes ont participé à nos programmes au Canada

4 493 700 personnes sensibilisées grâce à nos programmes dans le monde entier





Les droits humains : un cadre commun

La dernière année a été marquée par la multiplication de crises et conflits prolongés ayant entraîné d'horribles tragédies partout dans le monde. Les autorités étatiques de nombreux pays continuent d'avoir recours à la violence et la répression pour faire reculer les droits humains universels. Nous avons vu une montée non négligeable de désinformation et de discours porteurs de division. La crise sanitaire et économique a causé une flambée du coût des aliments et de l'essence, tandis que les services essentiels ont été mis à rude épreuve. Les droits humains continuent d'être bafoués, que ça soit dans la violence, la stigmatisation, la répression des libertés d'expression et d'association, ou la discrimination d'accès au marché du travail ou aux services de santé ou d'éducation. Au Canada comme ailleurs, les inégalités continuent de se creuser et d'affecter les personnes les plus marginalisées, notamment les femmes, les filles et les personnes 2SLGBTQI+.

Devant ces constats, Equitas tient à réitérer son engagement à lutter pour ses valeurs, c'est-à-dire l'égalité et la justice, pour tout le monde. Depuis 55 ans, Equitas travaille sans relâche à combattre l'inégalité et l'exclusion. En collaboration avec des douzaines de partenaires internationaux, Equitas œuvre à soutenir et défendre les droits et libertés fondamentales des personnes et organisations de multiples pays, en tenant compte de l'aspect essentiel de la sensibilisation aux droits humains dans les communautés locales.

C'est avec courage que les communautés autochtones, racisées et 2SLGBTQI+, les gardien.ne.s de la Terre et les peuples de différentes parties du monde dénoncent de terribles injustices et exigent d'être entendus. Les communautés recherchent des solutions tangibles à de nombreux enjeux en rapide et constante évolution. Elles sont en quête de solutions communes pour combattre la discrimination et faire valoir leurs droits fondamentaux. Le langage des droits humains propose un cadre commun pour aborder ces enjeux.

Les droits humains offrent une perspective rassembleuse à laquelle s'identifier et se rallier, comme le veut la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH). Un des co-auteurs de la DUDH, John Humphrey a fondé Equitas avec Thérèse Casgrain, militante des droits des femmes, et Dr Gustave Gingras, militant des droits des personnes en situation de handicap. Alors que l'année 2023 marque le 75^e anniversaire de la DUDH, un tournant historique pour la défense de la liberté autour du monde, nous continuons d'examiner et de renouveler notre



ANDRÉ BEAULIEU
Président



ODETTE MCCARTHY
Directrice générale

engagement à la défense des garanties juridiques universelles destinées à protéger la liberté, l'égalité et la dignité fondamentale et intrinsèque à chaque être humain, sans distinction aucune.

Les occasions telles que le Forum national jeunesse au Canada, l'événement d'apprentissage avec nos partenaires internationaux, et les formations nationales et régionales tenues au Kenya, en Tanzanie, au Burkina Faso, au Sénégal, en Tunisie et en Haïti, ont toutes permis à des centaines de défenseuses/seurs des droits humains de dialoguer avec des personnes décisionnaires, afin de proposer leurs solutions pour mieux protéger et renforcer les droits de leurs communautés respectives. Toute la richesse et les leçons qui découlent des savoirs, compétences et approches des droits humains se lisent dans les impacts positifs détaillés dans ce rapport.

L'ensemble de ce travail et ses retombées positives seraient inimaginables sans le soutien indéfectible de nos partenaires et bailleurs de fonds, notamment Affaires mondiales Canada, le ministère de l'Éducation et des Services à la petite enfance de la Colombie-Britannique, RBC Banque Royale, la Ville de Montréal, le ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec, TD Canada Trust, ainsi que de nombreuses autres personnes et organisations au Canada et partout dans le monde. Grâce à l'ensemble de ces contributions, ainsi qu'au dévouement acharné et au talent de son équipe et de ses partenaires, Equitas se démarque à titre de leader en matière d'innovation sociale dans le domaine de l'éducation aux droits humains.



- 
- 
- PRÉSENCE D'EQUITAS
 - PERSONNES FORMÉES PAR EQUITAS
 - PROJETS FINANCÉS PAR LE FONDS AGIRI

Canada

► Equitas a travaillé avec 150 organisations œuvrant auprès des enfants et des jeunes afin de renforcer les capacités de plus de 270 employé.e.s et travailleuses.eurs de première ligne à intégrer l'éducation aux droits humains dans leur travail. Equitas a appuyé plus de 30 actions communautaires menées par des jeunes qui ont abordé des questions de discrimination et d'inégalité.

Haïti

- Equitas et Kouraj ont organisé 2 événements rassembleurs qui ont réuni plus de 120 porte-paroles de plus de 65 groupes LGBTQI+, d'organisations de la société civile, des médias et d'entités gouvernementales et internationales pour évaluer l'état des droits des personnes LGBTQI+ en Haïti, discuter des enjeux, réfléchir aux priorités du mouvement LGBTQI+ haïtien et identifier des actions et des collaborations.
- Equitas et L'Asosiyasyon Fanm Solèy Dayiti (AFASDA) ont offert une formation à 30 défenseuses.seurs des droits humains sur l'approche fondée sur les droits humains, tout en renforçant leurs capacités pour faire progresser l'égalité de genre dans 4 communautés cibles. De plus, 18 représentantes d'organisations féminines ont été formées pour renforcer leurs capacités en plaidoyer.
- Equitas et le CFEDEC ont accompagné près de 150 leaders communautaires, provenant de communautés ciblées pour l'exploitation de mines, dans le lancement d'une large consultation communautaire afin de définir de manière collaborative une vision commune de l'exploitation minière fondée sur les valeurs des droits humains.

Burkina Faso

- Des dialogues communautaires ont permis à plus de 50 représentantes d'organisations de femmes et 30 personnes décisionnaires d'échanger sur des enjeux d'égalité de genre. Cela a donné lieu à des activités qui ont contribué à augmenter la confiance des femmes envers leurs capacités à passer à l'action et à faire entendre leur voix.

Sénégal

- Dans le cadre d'une activité sur l'approche fondée sur les droits humains, réalisée grâce à l'étroite collaboration entre la RADDHO, le RESEDHU et le CLVF, plus de 20 organisations de la société civile ont pu renforcer leurs capacités quant à l'utilisation de cette approche dans leur travail.

Kenya

- Plus de 15 activités de mobilisation communautaire ont été organisées en collaboration avec les personnes participantes actuelles et passées du projet, les membres de la communauté et les personnes décisionnaires afin de faire progresser l'égalité de genre dans les espaces de prise de décision.

L'éducation aux droits humains à travers le monde



INTERNATIONAL

► LE FONDS AGIR ENSEMBLE POUR L'INCLUSION (AGIRI)

• Le second appel à propositions du Fonds AGIRI a conduit au financement de 5 nouveaux projets pour la protection des droits des personnes LGBTQ2I pour un montant total de 2,5 millions de \$ CA qui s'ajoutent aux 7 projets déjà en cours.

► CONNECTONS POUR LES DROITS

• La deuxième édition du programme de formation en ligne d'Equitas a eu lieu avec près de 40 personnes participantes de 20 pays différents. Parmi elles, 92% ont réussi le programme et mis en œuvre un plan d'action individuel au sein de leur communauté pour mettre leurs apprentissages en pratique.



Moyen-Orient et Afrique du Nord

► ÉGYPTES :

En partenariat avec GIZ Égypte, une trousse a été développée pour offrir au personnel du ministère de la Jeunesse et des Sports ainsi qu'à des personnes animatrices en centres de jeunes les outils leur permettant l'intégration de l'approche participative fondée sur les droits humains dans leurs activités de renforcement des capacités et dans leur rôle de protection des membres de la communauté les plus vulnérables.

► TUNISIE ET MAROC :

6 nouvelles associations ont joint le Centre TuMed, l'Association marocaine des droits humains et l'Association Voix du Sourd de Tunisie dans le programme pour la promotion de l'égalité de genre à travers l'éducation aux droits humains. Une formation a eu lieu pour 25 représentant.e.s de ces associations, dont près de 90% étaient des femmes.

► ALGÉRIE :

20 femmes ont participé à une formation pour apprendre comment planifier une initiative communautaire avec une approche fondée sur les droits humains et une perspective de genre. À l'issue de cette formation, les participantes ont mis en œuvre 8 initiatives communautaires pour : la lutte contre l'éducation stéréotypée des jeunes filles et le harcèlement en milieu universitaire, l'autonomisation économique des femmes, le droit à l'héritage, la participation active des femmes en situation de précarité et l'accès aux soins pour les femmes vivant avec le VIH.



Tanzanie

► Equitas et Tusonge ont formé près de 20 représentant.e.s d'organisations de défense des droits humains et 20 fonctionnaires locales. À la suite de leur participation à des activités visant à lutter contre les violences sexuelles, ces fonctionnaires ont amélioré leur niveau de collaboration avec les organisations de défense des droits humains.

Évoluer avec la déclaration



VOIX DES PARTENAIRES

« Notre travail contribue à la réalisation des instruments juridiques internationaux, régionaux et nationaux en matière de droits humains qui font la promotion de l'égalité de genre en s'attaquant à la violence à caractère sexuel contre les femmes et les enfants. Il remet en question les déséquilibres de pouvoir existants et les inégalités de genre qui ont continué à discriminer les femmes et les enfants et à entraîner des violences basées sur le genre. »



**AGINATHA
RUTAZAA**

Directrice générale, Tusonge Community
Development Organization, Tanzanie

Cette année marque le 75^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH). Ce document établit les principes fondamentaux des droits humains à partir desquels Equitas continue de travailler, en collaboration avec des défenseuses.seurs des droits humains à travers le monde, pour la promotion et la protection de ces droits.

Dans un monde qui évolue et qui est affecté par des forces globales, y compris, mais non seulement la montée de l'autoritarisme et de l'hostilité dans les espaces de dialogue et l'impact croissant des changements climatiques, il est plus important que jamais de s'appuyer sur la DUDH pour guider le travail des défenseuses.seurs des droits humains. Chez Equitas, tout en continuant à mettre l'accent sur les standards énoncés dans la DUDH, nous poursuivons l'intégration dans notre travail d'approches sensibles aux traumatismes, transformatrices de genre, décoloniales, antiracistes et intersectionnelles. Ces approches complémentaires de l'éducation aux droits humains ne sont que quelques exemples des nombreuses méthodes que nous utilisons pour continuer à mener l'évolution de la pratique de l'éducation aux droits humains et contribuer à une gouvernance inclusive.

La DUDH est au cœur de ce rapport, afin de souligner comment notre travail continue d'être guidé par ce document. Dans les pages suivantes, nous avons mis en évidence certains articles de la Déclaration qui correspondent étroitement à notre mission et à nos valeurs, notamment le droit à l'égalité (article 1), le droit à la non-discrimination (article 2), le droit à l'opinion et



Article 1
Tous les êtres humains
naissent libres et égaux en
dignité et en droit.



Article 2
Droit d'être libre de toute
discrimination



Article 3
Droit à la vie, à la
liberté et à la sécurité
personnelle



Article 4
Droit d'être libre
d'esclavage



Article 5
Droit de ne pas être
soumis-e à la torture



Article 6
Droit à la reconnaissance
de sa personne devant
la loi



Article 7
Droit à l'égalité
devant la loi



Article 14
Droit de chercher et de
bénéficier, dans d'autres
pays, de l'asile contre la
persécution



Article 15
Droit à une nationalité et
liberté d'en changer



Article 16
Droit au mariage et à
la famille



Article 17
Droit à la propriété



Article 18
Liberté de croyance et de
religion



Article 19
Liberté d'opinion et d'in-
formation

VOIX DES PARTENAIRES

« [Le travail de droits humains que nous faisons ensemble] est important, car malgré la ratification des différents textes internationaux par nos gouvernements, leur application demeure un véritable défi. Ainsi, à travers les différentes activités menées dans les communautés, cela renforce davantage leurs capacités, développe une meilleure connaissance des droits humains et amène une prise de conscience de nos gouvernant.e.s sur leurs obligations de rendre effectifs les droits humains. »



CÉLINE LENGA SIDPAYETÉ

Assistante à la coordination nationale du projet Promouvoir l'égalité, Mouvement Burkinabè des Droits de l'Homme et des Peuples, Burkina Faso

à l'expression (article 19) et le droit à l'éducation (article 26). Encadrés par ces articles, les impacts du travail effectué par Equitas et les partenaires au cours de l'année dernière sont présentés, ainsi que les perspectives et les voix des partenaires et des membres de la communauté.





Article 26 :

Déclaration universelle
des droits de l'homme

Toute personne a droit à l'éducation



VOIX DES PARTENAIRES

«L'éducation aux droits humains défie le patriarcat, le racisme, l'homophobie, la xénophobie et d'autres formes de discrimination qui marginalisent les groupes et les empêchent de participer à l'espace civique».



**CLÉMENT
VOULÉ**

Rapporteur spécial des Nations Unies
sur les droits à la liberté de réunion
pacifique et à la liberté d'association

L'éducation est au centre de notre mission. Pour Equitas et les partenaires avec qui nous travaillons, c'est grâce à l'accès à l'éducation et à des programmes d'éducation aux droits humains transformateurs qu'on peut faire progresser l'égalité, la justice sociale et le respect de la dignité humaine. Comme stipulé dans l'article 26, «L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales».

Au cours des 25 dernières années, nous avons collaboré étroitement avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et avons lancé conjointement en 2022 *Rapprocher nos diversités: un recueil de bonnes pratiques en éducation aux droits humains*. En octobre 2022, au Palais des Nations à Genève se réunissaient des praticien.ne.s des droits humains pour un événement en marge de la 51^e session du Conseil des droits de l'homme et pour la première partie des *EquiTalks: Rapprocher nos diversités*, dont une deuxième partie a ensuite eu lieu à Toronto. Les *EquiTalks* ont exploré comment l'éducation aux droits humains peut conduire à une participation accrue du public, permettre aux groupes marginalisés d'exercer leurs droits, rapprocher les diversités et inspirer une action collective pour créer des communautés plus inclusives.



VOIX DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ

«Après l'action, plusieurs écoles m'ont appelé pour me dire qu'elles avaient admis des enfants en situation de handicap et m'ont demandé si notre groupe pouvait venir rencontrer ces enfants, mais aussi aider à sensibiliser les autres élèves et leurs parents sur la non-discrimination et la stigmatisation des enfants handicapé.e.s afin de faciliter leur intégration à l'école.»



FABINSON ST-LOUIS

Membre d'une organisation de défense des droits des personnes en situation de handicap et participant au projet, Haïti



Vinod Rajasekeran - Future of Good, Marie-Claude Landry - Commission canadienne des droits de la personne, Rio Hada - HCDH et Hillory Tenute - Échanges Racines Canadiennes lors des EquiTalks à Toronto.



Participant.e.s à un atelier sur les valeurs des droits humains animé par Equitas au bureau de AFASDA, Cap-Haïtien.

Nous avons créé la formation en ligne Connectons pour les droits dans le but de rendre accessible l'éducation aux droits humains à travers le monde et avons renouvelé l'expérience pour une deuxième édition en 2022. Ce sont des défenseuses,seurs des droits humains de 20 pays différents qui ont participé virtuellement à la formation, afin d'apprendre, échanger et collaborer pour repartir avec de nouveaux outils et poursuivre leur travail de défense des droits humains dans leurs communautés respectives. À la suite de la formation, chaque personne a mis en œuvre un plan d'action adapté à sa communauté. Ainsi, la formation a pu avoir des retombées positives sur les groupes avec lesquels les organisations travaillent, comme les enfants et les jeunes, les femmes et les filles, les personnes 2SLGBTQI+, les personnes en situation de handicap et les minorités religieuses et ethniques grâce à leurs actions de promotion des droits humains.

En Haïti, c'est également le droit à l'éducation que des personnes travaillant en milieu scolaire s'efforcent de faire respecter. Un groupe ayant participé à nos formations avec l'AFASDA dans la ville de Jacmel a mobilisé le personnel enseignant, les directions d'école, le directeur départemental de l'éducation, des parents d'élèves et des élèves pendant deux jours afin de les sensibiliser aux droits des enfants et des filles en situation de handicap à avoir accès à l'éducation, comme les autres élèves. Ainsi, grâce à cet activisme, plusieurs écoles ont changé leur perception des enfants en situation de handicap et ont vu augmenter le nombre d'inscriptions dans le système scolaire.

Au Sénégal, le travail d'Equitas en partenariat avec la RADDHO, le RESEDHU et le CLVF se concentre sur la promotion d'un milieu éducatif sécuritaire et exempt de violence basée sur le genre. Cette violence est une source importante d'abandon scolaire au pays, en particulier chez les filles. Au cours de la dernière année, ce sont 40 représentantes d'organisations féminines qui ont été formées à inciter les personnes qui détiennent des obligations, comme le personnel administratif et les membres de la direction, à faire respecter les droits des filles en milieu éducatif. Les femmes formées ont tissé des liens de solidarité forts entre elles, qui se sont traduits par une collaboration solide, une plus grande confiance à s'engager pour l'égalité de genre et un meilleur engagement des détenteurs d'obligations. Grâce à leurs efforts, elles ont entre autres pu faire adopter de nouveaux règlements dans des écoles pour prévenir ces violences et rendre les salles de classe et les toilettes plus sécuritaires et accessibles aux personnes en situation de handicap.

VOIX DES PARTENAIRES



« Notre travail avec Equitas contribue grandement à nous renforcer dans notre mission d'éducation aux droits humains en termes de connaissance et d'approches innovantes et efficaces. Il nous permet de pouvoir mettre en œuvre des activités à l'endroit de diverses communautés pour renforcer leurs capacités afin qu'elles soient capables à leur tour de mettre en œuvre des activités d'éducation aux droits humains; la finalité étant d'arriver à des sociétés respectueuses des droits humains de toutes et de tous! »



**FRÉDÉRIC
PHILIPPE
DIOUF**

Président du Réseau Sénégal pour l'éducation aux droits humains (RESEDHU), partenaire de projet au Sénégal





Article 19 :

Déclaration universelle
des droits de l'homme

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression



VOIX DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ

«Aujourd'hui, je ne
peux pas dire que
je prends la parole
aisément, mais ce n'est plus
comme avant. J'ai vraiment
confiance en moi, [...] je
m'exprime, je dis ce que je pense
et j'apporte ma contribution
[...].»



**JUSTINE
KAHOUN**

Secrétaire de l'Association pour
l'appui aux initiatives féminines et
participante au projet, Burkina Faso

Le droit à la liberté d'opinion et d'expression joue un rôle essentiel dans le démantèlement des structures qui ont historiquement empêché de nombreuses communautés marginalisées à travers le monde de faire valoir leurs droits. C'est pourquoi ce droit est au cœur de notre travail chez Equitas. Nous visons à renforcer la capacité de chaque personne à s'exprimer librement, en toute sécurité et avec confiance en ce qui concerne les décisions qui peuvent avoir un impact sur elle.

Au Canada, dans le cadre de notre partenariat avec la Ville de Vancouver, nous avons conçu un espace permettant aux jeunes de s'exprimer sur leur droit à la sécurité. Nous avons soutenu l'engagement d'un groupe de jeunes développeuses.eurs communautaires afin qu'ils, elles et iels puissent ajouter leur voix à la vision stratégique du projet *Building Safer Communities* de la Ville de Vancouver, qui vise à prévenir et adresser les causes profondes de la violence chez les jeunes. De plus, en partenariat avec le ministère de l'Éducation et des Soins à l'enfance de la Colombie-Britannique, Equitas a animé une série de dialogues ministériels avec plus de 25 étudiant.e.s autochtones, noir.e.s ou racisé.e.s et allié.e.s qui ont partagé leurs différentes expériences du racisme dans les écoles. Les jeunes ont ainsi pu communiquer leurs points de vue et leurs réflexions sur les moyens d'aborder ces questions dans le système éducatif.

En Haïti, en partenariat avec la CFEDC, le projet *Communautés dynamiques* renforce la capacité des membres des communautés à promouvoir et à défendre leurs droits humains dans un éventuel contexte d'exploitation minière. Les communautés rurales n'ont souvent pas la possibilité de participer aux décisions qui les concernent et le déséquilibre



Les participantes d'une formation communautaire à Québec mettent en pratique une activité de la trousse "Bâtir des communautés inclusives"



Participant.e.s à la réunion d'évaluation à Sentrim, Lake Elementaita pour célébrer les deux premières cohortes des forums communautaires du projet Promouvoir l'égalité au Kenya.

VOIX DES PARTENAIRES

«Le travail que nous effectuons a donné aux femmes la confiance et la conviction nécessaires pour participer à des structures décisionnelles importantes, leur permettant ainsi d'exercer leur liberté d'expression et leur droit de participer à la prise de décision. Ce travail leur a également permis d'acquérir des compétences et des stratégies pour relever les défis auxquels elles sont confrontées.»



**MERCY
MUKENI**

Coordonnatrice du projet Promouvoir l'égalité, Women's Empowerment Link, Kenya

des pouvoirs entre les communautés et les actrices.teurs nationales. aux empêche les communautés de se prononcer sur leur propre avenir. Les pairs éducateurs impliqués dans le projet ont renforcé la collaboration communautaire pour promouvoir et défendre les droits humains dans ces contextes.

Au Burkina Faso, où les femmes sont souvent exclues des espaces de décision et confrontées à divers obstacles qui les empêchent d'exprimer leur point de vue, nous sensibilisons, avec le MBDHP, une multitude d'actrices.teurs à l'importance d'inclure les femmes dans la prise de décisions qui les concernent. À travers notre travail, nous avons été témoins de l'augmentation de la confiance en soi des femmes participantes. Cette confiance en soi se traduit par une plus grande capacité à s'exprimer en public et à demander directement aux personnes décisionnaires de respecter leurs obligations en matière de protection, de promotion et de réalisation des droits humains, y compris le droit des femmes à participer aux processus de prise de décision.

Parallèlement, au Kenya, un projet mené avec Women's Empowerment Link permet de mieux faire connaître le droit des femmes à s'exprimer et à être écoutées. Cela a permis aux femmes et aux organisations de défense des droits des femmes d'acquérir la confiance nécessaire pour accéder aux espaces décisionnels locaux, tels que le Chief's Baraza, et y exprimer leurs opinions. Ces importantes structures locales de prise de décision ont été à plusieurs reprises désignées comme des espaces où les femmes se heurtent à des obstacles et où leur faible participation à la prise de décision est la norme. Des changements se produisent, car aujourd'hui, plus de femmes gagnent en confiance pour revendiquer leur droit à la participation, afin de se rendre dans ces espaces, d'apporter leur contribution, de débattre et de soumettre leurs idées.





Article 2 : Déclaration universelle des droits de l'homme

Chacun.e peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration

L'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme énonce le droit à la non-discrimination sans distinction, notamment de race, de couleur, de sexe, d'identité de genre, d'orientation sexuelle, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation, comme les aptitudes mentales ou physiques. Le droit d'être libre de toute discrimination est fondamental pour garantir tous les autres droits et est à la base du travail d'éducation aux droits humains d'Equitas. Il est articulé dans toutes les dimensions du travail d'Equitas en partenariat.

En Tunisie et au Maroc, des femmes et des jeunes de 9 organisations de la société civile se mobilisent pour faire valoir leurs droits et lutter contre les discriminations basées sur le genre. Dans le cadre du programme *L'Égalité pour le changement* financé par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec, l'Association Voix du Sourd de Tunisie (AVST) s'est engagée à lutter contre la violence envers les femmes en situation de handicap. À la suite d'une formation sur l'approche fondée sur les droits humains et l'intégration d'une perspective de genre, les jeunes femmes sourdes ont organisé une action communautaire à travers laquelle elles mènent un plaidoyer

pour réclamer des services de sensibilisation et de prise en charge des femmes victimes de violence qui soient inclusifs pour les femmes sourdes.

À Toronto, au Canada, par le biais de notre Racial Justice Hub mené en partenariat avec Black Creek Youth Initiative, nous avons soutenu un groupe de jeunes leaders et artistes engagé.e.s à travers le témoignage et le partage de leurs expériences en ce qui concerne le racisme et la discrimination, tout en menant des projets pour promouvoir leurs droits humains. Le racisme et la discrimination systémiques constituent encore un obstacle important à la pleine participation des enfants et des jeunes au Canada. Afin de changer le discours, les jeunes ont participé à des séances de dialogue continu, à des ateliers de renforcement des capacités et ont eu des occasions de présenter leur expérience de l'injustice raciale. Ainsi, les jeunes ont pu identifier là où les pratiques discriminatoires et le racisme sont enracinés, changer les attitudes et les pratiques, et renforcer la collaboration avec l'ensemble de la communauté pour bâtir des communautés plus inclusives.



VOIX DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ

«[...] Aujourd'hui, nous avons cette compétence en tant que leaders, celle d'enraciner une approche fondée sur les droits humains, pas seulement dans cette initiative, mais comme une référence pour toutes nos initiatives. Dorénavant, nous avons une vision et une responsabilité commune pour la défense des droits humains en général et la promotion du rôle de la femme dans la société.»

ESSAFA HOMRI

Bénévole de l'Association Joussour de citoyenneté Kef et participante au projet, Tunisie





Participant.e.s à un dialogue politique organisé par Equitas et Tusonge à Moshi, Tanzanie

En Tanzanie, en engageant activement les détenteurs de responsabilités dans des activités d'éducation aux droits humains abordant la question de la violence sexuelle envers les femmes, les filles et les garçons, leur capacité à remplir leur obligation de garantir l'égalité de genre a été renforcée. Parmi ces personnes, il y avait Johari, responsable de l'environnement et de la santé de la ville d'Arusha, qui apporte un soutien psychologique et de santé mentale à sa communauté. Dans son rôle, elle travaille souvent en étroite collaboration avec des femmes et des filles sur une série de questions liées au genre, y compris la violence basée sur le genre. Avant de participer aux activités du projet d'Equitas, elle conseillait aux femmes mariées qui cherchaient du soutien après avoir subi des violences sexuelles de la part de leur mari d'accepter la situation. Après avoir participé à une formation, à un dialogue politique et à des activités de mobilisation communautaire, son approche a radicalement changé. Maintenant, elle comprend mieux les droits humains, l'égalité de genre, les cadres juridiques, les violences sexuelles et le rôle qu'elle peut jouer en tant que responsable légale pour mieux protéger les droits des femmes, des filles et des garçons. Désormais, elle assume sa responsabilité de dénoncer la violence sexuelle et les membres de la communauté cherchent à obtenir son soutien sur ces questions.

Au Kenya, lors d'actions communautaires visant à promouvoir l'égalité de genre organisées par des défenseuses des droits humains, les communautés marginalisées et les groupes les plus susceptibles d'être victimes de stigmatisation et de discrimination ont été inclus dans les activités. Les travailleuses du sexe, les femmes en situation de handicap, les femmes vivant avec le VIH/sida, les veuves, les membres des communautés LGBTQI+, les mères célibataires et les mères adolescentes ont été au cœur de nombreuses actions communautaires. Les personnes décisionnaires, par exemple les chefs, ont également pris part au processus et ont été sensibilisées à l'importance d'inclure les femmes marginalisées dans les espaces de prise de décision tels que les *Chief's barazas*. Les responsables prêtent maintenant davantage attention aux questions soulevées par les groupes marginalisés et ont pris l'engagement d'améliorer

VOIX DES PARTENAIRES

« Notre travail est étroitement lié aux droits humains: la liberté d'expression, le droit de jouer, la justice pour tou.te.s, y compris la justice pour les personnes migrantes, autochtones, 2SLGBTQI+, handicapées, noires ou racisées, et ainsi de suite. En nous soutenant, Equitas défend le cadre des droits humains et remet simultanément en question les barrières structurelles et les normes culturelles. »



DIANA DA SILVA

Organisatrice et cofondatrice, Open Jam Collective, Canada



VOIX DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ

« En tant que leader communautaire et chef, je n'avais pas encore intégré les femmes dans ma structure administrative. Au cours de la formation, j'ai pu voir les femmes comme des personnes capables de remplir leurs fonctions efficacement. Je les ai maintenant intégrées dans des rôles administratifs. Sur les 14 villages qui n'étaient dirigés que par des hommes, 5 sont maintenant dirigés par des femmes que j'ai nommées. »



DAVID KERING

Ministère de l'intérieur et participant au projet, Kenya



Article 1 : Déclaration universelle des droits de l'homme

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits



Ce principe de l'article premier de la Déclaration est au fondement même des droits humains. C'est la reconnaissance, que chaque personne, du fait de sa simple existence, détient des droits égaux et universels et que ces droits sont inaliénables.

La lutte contre les inégalités de genre et leurs causes profondes est au cœur du travail d'Equitas, particulièrement dans un contexte où les droits des femmes et des personnes 2SLGBTQI+ sont à risque. Il est une priorité pour nous de garantir le respect et la réalisation des droits humains de chaque personne, indépendamment du genre, de l'identité de genre, de l'expression de genre, de l'orientation sexuelle et des caractéristiques sexuelles. C'est dans cet esprit qu'Equitas a procédé à la révision de sa politique organisationnelle en matière d'égalité de genre après un processus participatif. Cela a mené à une vision plus inclusive et holistique de l'égalité de genre et au renforcement de nos engagements organisationnels pour faire progresser l'égalité de genre pour toutes les personnes.

La politique d'égalité de genre d'Equitas a aussi intégré une approche intersectionnelle reconnaissant que tous les genres et toutes les sexualités ne connaissent pas les mêmes enjeux de droits humains. Equitas aspire à bâtir collectivement un monde où l'égalité de genre est atteinte partout et à tous les niveaux.

Le Fonds Agir ensemble pour l'inclusion (Fonds AGIRI), mis en place par Equitas et le Réseau Dignité Canada, a pour objectif de permettre aux organisations de la société civile canadienne de collaborer avec leurs partenaires des pays du Sud pour la promotion et la défense des droits des personnes et des communautés 2SLGBTQI. Cette année, ce sont 5 nouveaux projets qui ont été sélectionnés pour bénéficier de financement, s'ajoutant aux 7 projets déjà en cours. Un de ces projet se concentre à offrir du soutien aux personnes de la communauté LGBTQI+ en Colombie et au Guatemala, qui se trouvent à différents stades de transition après des périodes de conflit armé, où des personnes ont vécu des violations des droits humains basées sur leur identité de genre, leur expression de genre ou leur orientation sexuelle. Les conséquences de ces conflits sur ces personnes restent largement méconnues de la population et ont été passées sous silence. En mettant en lumière ces histoires, en menant des actions de plaidoyer et en sensibilisant la population, le travail des organisations partenaires Colombia Diversa et Fondo Lunaria en Colombie, et de l'Asociación Lambda au Guatemala, contribue à faire progresser les droits des personnes LGBTQI+ et à bâtir des sociétés plus sécuritaires et inclusives.

VOIX DES PARTENAIRES

«De prime abord, c'est la reconnaissance des droits des personnes 2SLGBTQIA+ et la mise à leur disposition d'outils pour lutter contre la discrimination et pour le respect de leur dignité qui lient notre travail aux droits humains. Il est important pour nous parce qu'il permet d'éduquer des groupes minoritaires sur leurs droits. Ceci permettra de renforcer les membres de l'association pour mieux faire face aux défis auxquels ils, elles et iels sont confronté.e.s au quotidien comme la stigmatisation, la marginalisation, bref la discrimination sous toutes ses formes.»



**KODJO
FIADEDJI
AGODE**

Formateur, FrancoQueer, Canada

En Haïti, en collaboration avec Kouraj, Equitas a tenu un dialogue national pour conclure le projet Jeunes leaders après plus de 2 ans, ayant pour objectif la protection et promotion des droits des personnes LGBTQI en Haïti. Au cours de ce dialogue, les personnes participantes ont pu échanger avec des personnes représentantes de l'Office de la protection du citoyen et de la citoyenne (OPC). Les porte-parole de l'OPC ont fait preuve d'ouverture et d'écoute, ce qui a permis des conversations franches sur plusieurs enjeux de violation des droits humains vécus par des personnes LGBTQI+. Ce dialogue a contribué à renforcer le principe que toutes personnes, sans distinction d'expression de genre ou d'orientation sexuelle, sont détentrices des mêmes droits auprès des organisations de la société civile, des médias et des autres entités étatiques présentes. Cet événement a mené à des rencontres de suivi sur les engagements pris par les personnes présentes.

En utilisant une approche fondée sur les droits humains lors du dialogue, nous avons pu créer un espace sensible aux traumatismes où toutes les personnes présentes se sont senties à l'aise à avoir des discussions ouvertes et constructives. Ces discussions ont débouché sur des mesures qui permettront de mieux protéger les droits des personnes LGBTQI+.



VOIX DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ

« Le Fonds nous a aidé.e.s à élaborer des stratégies sur la manière de défendre la santé mentale en Ouganda, où certaines structures traditionnelles pensent encore que le fait d'être LGBTQ est un problème de santé mentale. »

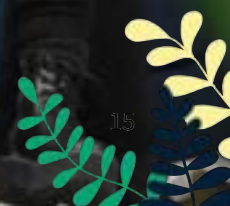


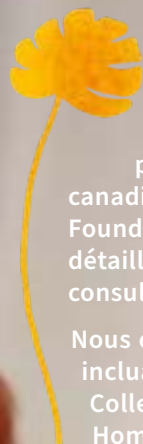
ACTIVISTE DES DROITS DES PERSONNES LGBTQI+

Ouganda



Panel de discussion « Courage et résistance: Histoires des premières lignes de l'activisme 2SLGBTIQ+ » organisé par Inter Pares à Ottawa.





Equitas soutient 7 projets dans 15 pays et s'est associée à 28 organisations par le biais du Fonds AGIRI, dont nos partenaires canadiens incluant la Chambre de commerce canadienne LGBTQ+, Egale, Egides, InterPares, Stephen Lewis Foundation, Rainbow Railroad et YMCA GTA. Pour un aperçu plus détaillé des partenaires du Fonds AGIRI et de leurs projets, veuillez consulter notre site web.

Nous comptons également sur près de 50 partenaires au Canada, incluant la Ville de Montréal, la Ville de Vancouver, Open Jam Collective, Union of Youth Newcomers, and Eva's Initiatives for Homeless Youth. Pour une liste plus détaillée de nos partenaires au Canada, visitez notre site web.

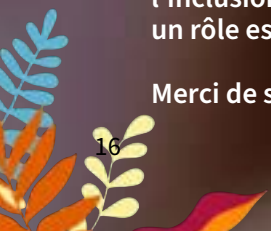
S'unir pour les droits humains

Une éducation aux droits humains efficace est le résultat d'un grand nombre de personnes qui consacrent leur énergie, leur temps et leur passion au bénéfice de leur communauté et du monde entier. Ce travail essentiel ne peut être accompli sans le soutien des personnes qui croient en la valeur de l'éducation aux droits humains et en l'impact du travail d'Equitas. C'est pourquoi nous avons une profonde reconnaissance pour nos partenaires financiers, nos commanditaires et nos donatrices.teurs, dont la générosité et l'engagement envers l'égalité et la dignité pour toutes personnes permettent à Equitas de continuer son travail significatif.

Les retombées de ces contributions peuvent être ressenties dans les mots partagés des pages précédentes, qui soulignent comment le travail communautaire fondé sur les droits humains peut inspirer et renforcer les voix des communautés pour revendiquer les droits qui leur reviennent, tels que décrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Le soutien significatif et le partenariat des personnes et organisations énumérées ci-dessous ont aidé Equitas à mettre en œuvre et à innover ses activités, programmes et ateliers qui font la promotion de l'égalité, l'inclusion et l'autonomisation. Nos fidèles donatrices.teurs, nos commanditaires et nos partenaires jouent un rôle essentiel dans le puissant effet ricochet de l'éducation aux droits humains.

Merci de soutenir Equitas et l'éducation aux droits humains!



NOS SYMPATHISANT.E.S

- Aeroplan
- Accedian
- Alena Perout
- Ambassade du Canada au Burkina Faso et au Bénin
- American Jewish World Service
- André Beaulieu
- Ariane Jacob-Goudreau
- Bioforce Canada Inc.
- Canadian Race Relations Foundation
- CECI
- Drew Wawin
- Dym Family Foundation
- East African Sexual Health and Rights Initiative (UHA EASHRI)
- Fondation de la famille Brian Bronfman
- Fondation de la famille George Hogg
- Fonds Maxwell Yalden
- Fonds Inclusion
- GIZ deutsche gesellschaft für internationale zusammenarbeit
- Groupe Financier Banque TD
- High Commission of Canada in India
- Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme
- JACK Marketing
- Judith Kavanagh
- Kaizer et Inez Jabalpurwala
- Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
- Ministère de l'Éducation et des Services à la petite enfance de la Colombie-Britannique
- Marc Girard
- Marc Forget
- Myriam Levert
- National Endowment for Democracy
- Organisation Internationale de la Francophonie
- RBC Objectif avenir
- Robert Yalden et Pearl Eliadis
- Simon Fraser University's Centre for Restorative Justice
- Rex Fyles
- United Way of the Lower Mainland
- Université Concordia
- Université McGill

LES ORGANISATIONS PARTENAIRES AVEC QUI NOUS TRAVAILLONS

- Association Femmes Soleil d'Haïti (AFASDA)
- Association marocaine des droits humains (AMDH)
- Association voix du sourd de Tunisie (A.V.S.T.)
- Centre Tunisien méditerranéen (TUMED)
- Comité de lutte contre les violences faites aux femmes (CLVF)
- Centre de formation pour l'entraide et le développement communautaire (CFEDEC)
- Haut-Commissariat des Nations-Unies aux droits de l'homme
- Kouraj
- Mouvement burkinabé des droits de l'homme et des peuples (MBDHP)
- Partenaires pour la citoyenneté engagée
- Rencontre africaine pour la défense de droits de l'Homme (RADDHO)
- Réseau Dignité Canada
- Réseau Sénégal pour l'éducation aux droits humains (RESEDHU)
- TUSONGE Community Development Organization
- Women's Empowerment Link (WEL)

NOS COMMANDITAIRES



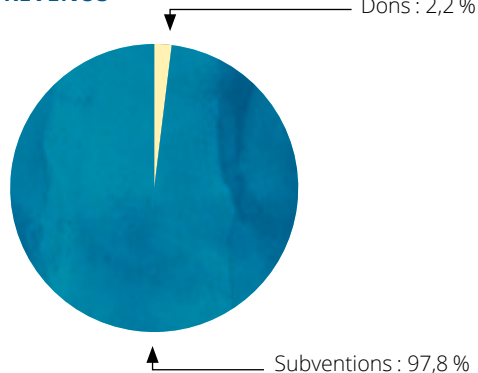
LES PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX QUI APPUIENT NOTRE TRAVAIL



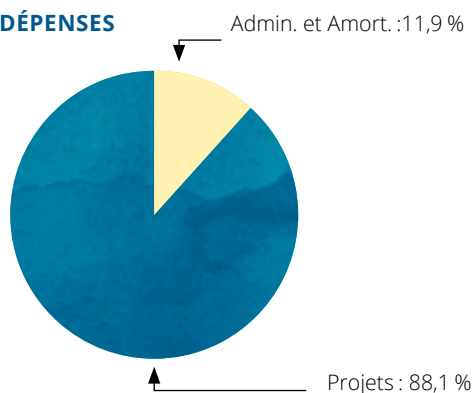
Nos projets sont soutenus financièrement par le gouvernement du Canada par l'entremise d'**Affaires mondiales Canada**, **Patrimoine canadien** et **Service Canada**.

Nos chiffres

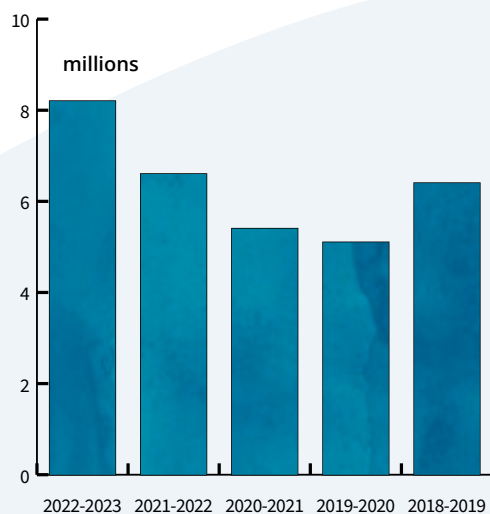
REVENUS



DÉPENSES



Budget de fonctionnement sur les dernières 5 années



ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF NET	2023	2022
REVENUS		
Subventions	8,038,832	6,344,633 \$
Dons	173,435	228,337 \$
Intérêts	5,413	945 \$
TOTAL DES REVENUS	8,217,680	6,573,915 \$
DÉPENSES		
Projets	7,194,110	5,612,573 \$
Frais généraux et d'administration	947,817	925,802 \$
Amortissement des immobilisations	20,407	20,780 \$
TOTAL DES DÉPENSES	8,162,334	6,559,155 \$
Excédent des revenus sur les dépenses	55,346	14,760 \$
Actif net, début de l'exercice	364,995	350,235 \$
Actif net, fin de l'exercice	420,341	364,995 \$
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE		
2023		
2022		
ACTIF		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3,467,115	4,011,899 \$
Placement temporaire	714,328	310,101 \$
Débiteurs	216,531	798,929 \$
Frais payés d'avance	44,368	33,499 \$
Immobilisations corporelles	21,601	40,917 \$
Avances aux partenaires	974 521	625 988
TOTAL ACTIF	5,438,464	5,195,345 \$
PASSIF ET ACTIF NET		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	593,757	285,036 \$
Apports reportés	4,424,366	4,545,314 \$
ACTIF NET		
Investi en immobilisations corporelles	21,601	40,917 \$
Reçu à titre de dotation	8,650	8,650 \$
Non affecté	390,090	315,428 \$
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET	5,438,464	5,195,345 \$

MEMBRES DU PERSONNEL

ADMINISTRATION

Odette McCarthy.....	Directrice générale
Ariane Lagacé.....	Chargée, Communications et communauté
Armella Mukorako.....	Gestionnaire principale, Personnes et culture
Darla Fontus.....	Analyste financière
Dirceu Machado.....	Gestionnaire des technologies de l'information
Felipe Alva.....	Analyste financier senior
Kaitlin Doucette.....	Généraliste, Personnes et culture
Leyla Yazami.....	Coordonnatrice administrative
Rima Choghri.....	Chargée en développement de fonds
Sasha Masabanda.....	Chargée de développement de fonds
Selma Khedhaier.....	Directrice des finances et des technologies de l'information
Stephanie Nichols.....	Directrice de communication et développement
Tarina Boyer Jean.....	Coordonnatrice aux communications et développement

ÉDUCATION

Amrita Kauldher.....	Spécialiste en éducation
Amy Cooper.....	Responsable du savoir
Anna Julia Maszewska.....	Spécialiste en éducation
Andrea Velghe.....	Spécialiste en éducation
Annie Pettigrew.....	Spécialiste principale en éducation
Candace Blake-Amarante.....	Responsable du savoir
Daniel Roy.....	Spécialiste principal en éducation
Diane Tzovanis.....	Spécialiste principale en éducation
Dominique Bautista.....	Spécialiste principale en éducation
Ernst Mathurin.....	Spécialiste en éducation
Hani Sadati.....	Spécialiste en éducation, E-learning
Hervé Boudou.....	Spécialiste principal en éducation
Jean-Sébastien Vallée.....	Directeur de l'éducation
Juanita Gonzalez.....	Spécialiste en éducation
Laurence Bourcheix Laporte.....	Spécialiste en éducation
Mai Salah.....	Spécialiste en éducation
Nika Naimi.....	Spécialiste en éducation
Peter Dimitrakopoulos.....	Spécialiste en éducation
Reanne Bremner.....	Spécialiste en éducation
Steve Tiwa Fomekong.....	Spécialiste principal en éducation

PROGRAMMES

Alexandra Mitsidou.....	Responsable des programmes
Angie Osachoff.....	Directrice des programmes canadiens
Ariane Duplessis.....	Chargée de programme, Afrique de l'Ouest
Ayoub Souna.....	Chargé de programme, Administration et finance
Caroline Iliescu.....	Chargée de programme, PIFDH
Claire-Anse Saint-Éloi.....	Chargée de programme, Afrique de l'Est
Chris Bradley.....	Chargé de programme principal, Afrique de l'Est
Dennis Molina.....	Chargée de programme, PIFDH
Deon Mejri.....	Chargé principal, Fonds AGIRI
Élise Voyer.....	Directrice, Fonds AGIRI
Eloïse Gauthier.....	Coordonnatrice logistique
Elom K. Ezuhio.....	Chargé de programme principal, Haïti
Émilie-Jane Allard-Côté.....	Chargée de programme, Haïti
Erik Bornemann.....	Coordonnateur logistique, Canada
Gerardo Ducos.....	Conseiller de suivi, évaluation et rapports
Helena Arroyo.....	Coordonnatrice logistique
Hudson Michel.....	Chargé de programme, Haïti
Jessica Moerman.....	Chargée de programme, Canada
Katie Corker.....	Directrice des programmes
Laura Martinez Lung.....	Chargée de programme Principale- Intérim, Afrique de l'Est
Libertad Benito Torres.....	Conseillère en genre
Marie-Line Sarrazin.....	Chargée de programme, Canada
Marie-Pierre Arseneault.....	Chargée de programme principale, Afrique de l'Ouest
Nadjet Bouda.....	Gestionnaire principale de Programme régional, Moyen-Orient et Afrique du Nord
Nathalie Eleonor Vilgrain.....	Chargée de programme, Connectons pour les droits
Nazik El Yaalaoui.....	Conseillère principale des programmes
Philip Ackerman.....	Coordonnateur régional, Toronto
Rania Derbel.....	Coordonnatrice régionale, Moyen-Orient et Afrique du Nord
Ruth Morrison.....	Chargée de programme principale, Canada
Sawsan Kanhouh.....	Chargée de programme, Moyen-Orient et Afrique du Nord
Taylor Morton.....	Chargée de programme principale-intérim, Canada
Vivien Cottreau.....	Chargé, Fonds AGIRI
William Hamilton.....	Chargé principal des finances, Fonds AGIRI
Zineb Zellag.....	Chargée de programme, Moyen-Orient Afrique du Nord

Notre équipe 2022-2023

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comité exécutif

André Beaulieu	Président
Erin Aylward	Vice-présidente, Programmes
Inez Jabalpurwala	Secrétaire
Marc Girard	Trésorier
Myriam Lévert	Vice-présidente, Communications

Administratrices.teurs

Alison Breen
Bushra Ebadi
Daniel Tran
Darryl Yates
Drew Wawin
Jillian Stirk
Karine Joizil
Katie Shaw
Krista Pawley
Nikki Gladstone
Remzi Cej
Robert Yalden

MEMBRES BÉNÉVOLES DES COMITÉS DU C.A.

Audrey Paquet
Isabelle Gilles
Natasha Blanchet-Cohen
Rex Fyles
Ron Wigdor
Sizwe Inkingi
Thomas Ledwell

STAGIAIRES

Amélia Julia Sheridan
Catherine Ndiaye
Diane Zittel
Emily-Rose Djonde
Jaddai Saint-Fleur
Jean-Manuel Dorion-Penafiel
Liam McMahon
Louise Beasley
Maxiene Ceril
Olfa Ait Siselmi
Valérie Séguin



equitas

éduquer. habiliter. changer.

 Imprimé sur du papier recyclé

